



CORAP

« COALITION REFORMES ACTION PUBLIQUE »

Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique
ASADHO, A.C.E, CAFEC, CALCC, CATISO, CATSR, CDE, CDT, CENADEP, CEPROSOC, CNONGD, Conseil FSC,
COSSEP, CODELT, CSC, CRONG/Kin, JADI, J.PA, JVE-RDC, LCRDH, Maison de Laïcité de Kinshasa, NAD-
UNIKIN, PRODDDES, SADEC, SERACOB, SOLIDARCO, SYECO, SYNAR, UNTC, DRF/Base, RDSP, ROCFAD,
EIENE, AJARC, CERVO, OPIP, Tondele ONG, GTS Envi, CREDOS, MRJ Envi, Mèrou Dév, OCEAN, Hope Land,
Beaux rêves, ACDD, CANACU, DEDDUR, IGED

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) POUR LA REDACTION D'UNE POPOSITION DE POLITIQUE ENERGETIQUE POUR LE PLAIDOYER DE LA SOCIETE CIVILE

I. Contexte et justification

Depuis près de deux décennies, la République Démocratique du Congo s'est engagée dans un mouvement des réformes, qui touche tous les domaines de la vie nationale. L'un des domaines où ce vent de réformes est le plus attendu c'est le secteur énergétique.

Ceci à cause notamment du paradoxe flagrant qui caractérise ce secteur, à savoir : un pays avec d'immenses potentialités mais dont le taux d'accès à l'électricité des populations est parmi les plus faibles au monde. La réforme du secteur énergétique s'est concrétisée avec la loi n°14/011 du 17 juin 2014 relative au secteur de l'électricité. Cette loi a apporté plusieurs innovations, notamment :

- La libéralisation du secteur en mettant fin au monopole de l'Etat dans le secteur ;
- La création d'un nouveau cadre institutionnel comprenant le gouvernement central, la province, l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité et l'établissement public chargé de la promotion et du financement de l'électrification en milieu rural et périurbain ;
- L'instauration de plusieurs régimes juridiques pour l'exercice des activités du service public de l'électricité, à savoir : la concession, la licence, l'autorisation, la déclaration et la liberté, etc.

Malheureusement, en dépit de toutes ces innovations, la desserte en électricité n'évolue pas significativement. Et pour cause, les textes de mise en œuvre devant accompagner la mise en œuvre de la loi tardent à venir. Outre ces textes règlementaires indispensables pour booster le secteur énergétique, il y a le problème de la planification énergétique, de l'élaboration des programmes et des projets cohérents, des stratégies de mise en œuvre desdits projets, sans oublier l'épineuse question de l'existence d'une politique nationale énergétique actualisée.

C'est pourquoi, dans le souci d'apporter une contribution efficace et coordonnée dans le processus de développement d'une politique nationale énergétique, la CORAP s'active pour apporter une contribution durable », pour la mise en œuvre de ce document important que doit posséder le pays. Et ce, dans le cadre du projet «*Revue de la société civile et contribution au développement de la politique énergétique nationale avec un accent sur les sources d'énergie renouvelables en RDC*».

II. Objectif de la consultation

De manière générale, l'objectif est d'appuyer les OSC dans leur volonté de contribuer à l'accès de toutes les populations congolaises à l'énergie.

Spécifiquement, il sera question de :

- Proposer un draft de Politique énergétique de la RDC ;

Secrétariat Technique : **482, Avenue Zinnias, Commune de Limeté**

Réf : **Siège UDPS**

Facebook: **CORAP** ; YouTube: **CORAP Congo** ; Tweeter: **CORAP RDCongo**

Tél: **(+243) 811697699, 972604197, 811483555**

E-mail: emmamus42@gmail.com, corapreform2014@gmail.com,

www.congoenergie.org

- Travailler en collaboration avec le consultant international et les acteurs impliqués dans la démarche avec un esprit l'ouverture;
- Proposer les innovations que les OSC peuvent apporter dans la politique énergétique de la RDC ;
- Intégrer les commentaires des différents acteurs impliqués au processus dans le draft de la politique.

III. Description du Poste

3.1. Rôle

- Travailler avec une grande ouverture d'esprit en examinant les différentes évolutions qui ont cours dans le secteur énergétique à travers le monde ;
- Conseiller les OSC sur les grandes options à défendre dans les travaux d'élaboration de la Politique énergétique de la RDC
- Proposer un draft de politique nationale énergétique ;
- Contribuer à l'élaboration des outils pour les consultations des organisations de la Société Civile au niveau national.

3.2. Principales tâches et responsabilités

- Recherche documentaire ;
- Analyser le cadre légal et institutionnels de la RDC, ainsi que les politiques qu'a connu le pays ;
- Interviewer quelques personnes-ressources ;
- Quelques descentes sur terrain, dans la mesure du possible, pour constater les faits ;
- Rédiger un draft de la politique énergétique de la RDC ;
- Contribuer à la rédaction des outils pour les consultants nationales ;
- Identifier les innovations que les OSC peuvent apporter dans ce document de politique énergétique.

IV. Profil du Poste

- Niveau de formation : Licencié en droit, sciences humaines ou équivalent ;
- Plus de 5 ans d'expérience professionnelle ;
- Bonne maîtrise dans le domaine d'élaboration des politiques publiques;
- Bonne maîtrise du secteur énergétique de la RDC ;
- Bonne maîtrise des énergies renouvelables ;
- Expérience avérée dans le mouvement associatif congolais ;
- Bonne maîtrise de Word et Excel ;
- Sens élevé du résultat et du respect des délais ;
- Avoir un carnet d'adresse des autorités du secteur de l'électricité
- Excellente capacité à communiquer.



CORAP

« COALITION REFORMES ACTION PUBLIQUE »

Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique
ASADHO, A.C.E, CAFEC, CALCC, CATISO, CATSR, CDE, CDT, CENADEP, CEPROSOC, CNONGD, Conseil FSC,
COSSEP, CODELT, CSC, CRONG/Kin, JADI, J.PA, JVE-RDC, LCRDH, Maison de Laïcité de Kinshasa, NAD-
UNIKIN, PRODDDES, SADEC, SERACOB, SOLIDARCO, SYECO, SYNAR, UNTC, DRF/Base, RDSP, ROCFAD,
EIENE, AJARC, CERVO, OPIP, Tondele ONG, GTS Envi, CREDOS, MRJ Envi, Mérou Dév, OCEAN, Hope Land,
Beaux rêves, ACDD, CANACU, DEDDUR, IGED

V. Livrables

Trois livrables importants sont attendus :

- 1) Résultats de recherche et analyse du le cadre légal et institutionnel en RDC ;
- 2) Draft de la Politique énergétique de la RDC ;
- 3) Innovations que les OSC peuvent apporter dans la politique énergétique de la RDC.

VI. Echéance de dépôt des candidatures

L'Appel à Manifestation d'Intérêt est lancé le Mardi 23 Septembre 2020 et reste valable pour 10 jours, jusqu'au 05 octobre 2020 à 18h30.

VII. Acte de candidature

Le dossier d'acte de candidature sera composé des documents suivants :

- CV mis jour de maximum 3 pages reprenant le niveau d'études, les expériences professionnelles, trois personnes de référence ainsi que les copies de diplômes ;
- Lettre de motivation ;
- Proposition méthodologique et proposition financière.

Le dossier sera déposé au bureau du CENADEP sis, avenue TABORA n°1150. Commune de Barumbu. Ou par courrier électronique au : corapreforme2014@gmail.com/
kashindiiris@gmail.com

Pour toutes informations complémentaires, appelez : +243 811483555

Pour la CORAP :

Emmanuel MUSUYU

Secrétaire Technique



Secrétariat Technique : **482, Avenue Zinnias, Commune de Limeté**

Réf : **Siège UDPS**

Facebook: **CORAP** ; YouTube: **CORAP Congo** ; Tweeter: **CORAP RDCongo**

Tél: **(+243) 811697699, 972604197, 811483555**

E-mail: emmamus42@gmail.com, corapreforme2014@gmail.com,

www.congoenergie.org